

MINUSCA

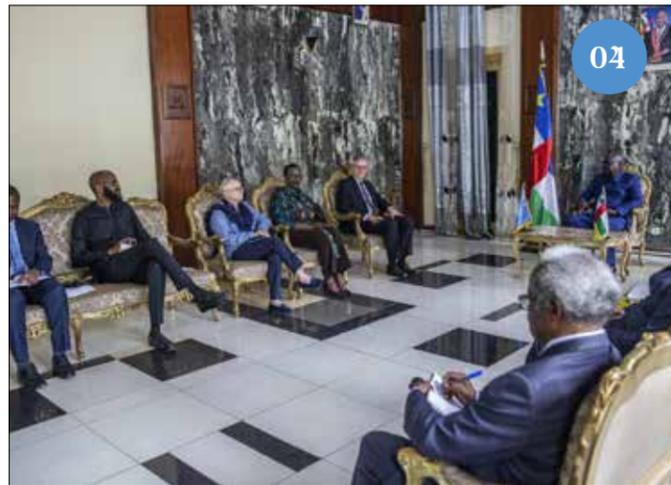
BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°116 - DECEMBRE 2023

EN ACTION

COOPÉRATION ET COLLABORATION, MAITRES-MOTS DE LA VISITE DE LACROIX EN RCA



04 COOPÉRATION ET COLLABORATION, MAITRES-MOTS DE LA VISITE DE LACROIX



04

09 75^E ANNIVERSAIRE DE LA DUDH : UNE QUARANTAINE DE LEADERS COMMUNAUTAIRES S'ENGAGENT À RAPPORTER LES CAS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME



08

10 INVESTIR DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN RCA

12 JIDH : LA SOCIÉTÉ CIVILE S'IMPLIQUE POUR LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

14 BIRAO : 30 FACA ET FSI SENSIBILISÉS SUR LA PROTECTION DES VICTIMES DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE



11

15 LE PREMIER MINISTRE FÉLIX MOLOUA SALUE LA CONTRIBUTION DE LA MINUSCA DANS LA STABILISATION DE LA RCA

16 LES HABITANTS DU VILLAGE AÏGBANDO ENTRETIENNENT L'ESPOIR D'UNE VIE MEILLEURE

18 BOUAR : RENCONTRE ENTRE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES ET LE LEADERSHIP DE LA MINUSCA

19 S'OUTILLER POUR UNE MEILLEURE SÉCURISATION, PROTECTION ET GESTION DES FRONTIÈRES



13



14



20

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana
Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Bilaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Crispin Dembassa Kette
Grace Ngbaleo
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefio,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis
Yabendji-Yoga

PRODUCTION
Division de la Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique

MINUSCA EN ACTION
#116

MINUSCA INFO

UNMINUSCA | UN_MINUSCA

<https://www.facebook.com/minusca.unmissions>

<https://www.youtube.com/@UNMINUSCA/videos>

UNMINUSCA

https://twitter.com/UN_CAR

<https://minusca.unmissions.org/>

COOPÉRATION ET COLLABORATION, MAITRES-MOTS DE LA VISITE DE LACROIX

En visite en République centrafricaine du 20 au 23 décembre 2023, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux Opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a salué la bonne collaboration du gouvernement avec l'ONU et réaffirmé le soutien de la MINUSCA pour les élections locales.



De nombreuses rencontres avec différents interlocuteurs dont les autorités, la société civile, les religieux et les étudiants à Bangui, de même qu'un voyage à Birao, dans le nord du pays à la rencontre des réfugiés soudanais ont marqué cette visite.

Jean Pierre Lacroix a affirmé que les rencontres avec les autorités « ont montré une très grande convergence dans les objectifs ». « Nous allons continuer à travailler dans un très bon esprit de coopération », a-t-il ajouté.

De même, au sortir d'un entretien avec le Président Toudera, le Secrétaire général adjoint de l'ONU a fait part des progrès et des acquis qu'il faut selon lui consolider. « La Centrafrique a fait beaucoup de chemin sur le plan sécuritaire même s'il reste encore des

défis. Sur le plan politique il y a des avancées dans la mise en œuvre de l'Accord de paix mais il faut bâtir sur cet acquis », a-t-il fait savoir.

Aussi, à propos des élections locales prochaines, il a affirmé avoir « assuré le président de la République de la détermination des Nations Unies et de la MINUSCA à apporter tout le soutien possible pour que ces élections se déroulent dans les meilleures conditions ».

Cette visite a par ailleurs amené Jean-Pierre Lacroix, accompagné du ministre de l'Intérieur, Michel N. Nassin, de la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, et des représentants des Agences humanitaires à Birao, dans le nord du pays, où ils ont visité le camp Korsi des réfugiés soudanais. Occasion pour le Chef des opérations de paix de l'ONU de saluer la bonne collaboration entre la



MINUSCA et les acteurs humanitaires pour la prise en charge de ces réfugiés, tout en félicitant le Gouvernement comme étant « l'un des meilleurs élèves en matière d'accueil et d'intégration des réfugiés ». Et lui d'ajouter : « Aux Nations Unies, la solidarité et l'engagement en faveur de la République centrafricaine et tout particulièrement en faveur de la Vakaga est totale ».

Le ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique a, quant à lui, salué les régulières patrouilles mixtes Forces de défense et de sécurité centrafricaine et Force de la

MINUSCA pour la sécurité et la protection des civils dans la région. « Nous souhaitons que cette collaboration se poursuive », a-t-il dit.

Cette visite est intervenue un mois après le renouvellement du mandat de la MINUSCA (résolution 2709) qui inscrit désormais parmi les tâches prioritaires, « l'appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des Forces de sécurité et au maintien de l'intégrité territoriale ».

Par Crispin Dembassa-Kette



Un Échange interactif s'est déroulé entre le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux Opérations de paix, Jean Pierre-Lacroix, et des étudiants de l'Université de Bangui le 22 décembre 2023 sur les opérations de paix et sur la MINUSCA. Les questions des étudiants ont porté, entre autres, sur les opérations de maintien de la paix, le mandat et le rôle de la MINUSCA dans la protection des civils et la contribution des étudiants à la paix en RCA. L'occasion a permis à Jean-Pierre Lacroix de souligner que les conditions de réussite d'une Mission de paix sont « l'existence d'un processus politique, d'une feuille de route qui soit mise en œuvre et des engagements qui sont respectés ».



En visite de travail en République centrafricaine, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux Opérations de paix, Jean Pierre Lacroix a échangé le 22 décembre 2023, avec les leaders religieux et la société civile.

Au menu de leurs échanges : le retour de la paix dans le pays, les élections locales à venir, le renforcement de l'Etat de droit et le développement.

A cette occasion, le révérend pasteur Nicolas Guérékoyame-Gbangou a indiqué avoir exprimé à Jean-Pierre Lacroix, le vœu que « les acteurs politiques acceptent de s'asseoir pour essayer de dissiper les dissidences qui les opposent en ce moment afin que les Centrafricains puissent vivre cette quiétude que nous attendons tous, dans notre pays, afin qu'on ne puisse pas rester éternellement comme des malades, des comateux qui ont besoin d'une assistance permanente ».

Pour sa part, Ghislain Joseph Bindoumi, Secrétaire à la Coordination de la Ligue centrafricaine des droits de l'homme, représentant de la société civile a confié au Secrétaire Général adjoint de l'ONU aux Opérations de paix, que les populations veulent « la lutte contre l'impunité, le respect des droits de l'homme et aussi la liberté d'expression ».



LE SAVIEZ VOUS

Par le biais de la Résolution 2709 du 14 novembre 2023, le Conseil de Sécurité des Nations Unies décide que le mandat de la MINUSCA comportera les tâches prioritaires suivantes :

Les tâches prioritaires de la MINUSCA

- La protection des civils
- L'appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des forces de sécurité et au maintien de l'intégrité territoriale
- Les bons offices et appui au processus de paix, y compris à la mise en œuvre du cessez-le-feu et de l'APPR
- L'aide à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire
- La Protection du personnel et des biens des Nations Unies



75^e ANNIVERSAIRE DE LA DUDH UNE QUARANTAINE DE LEADERS COMMUNAUTAIRES S'ENGAGENT À RAPPORTER LES CAS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Le bureau de la MINUSCA à Birao a organisé une table ronde le 12 décembre 2023, pour donner l'occasion à une quarantaine de leaders communautaires de s'exprimer sur les défis des droits de l'homme dans la préfecture de la Vakaga. Cette activité qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 75^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) a débuté le 11 décembre 2023, dans la région par l'organisation d'un match de football.

Au cours de cette table ronde, les 40 participants, dont une vingtaine de femmes, ont exploré les grandes lignes de la politique nationale des droits de l'homme élaborée avec l'appui de la MINUSCA. Ce fut une occasion pour eux d'identifier les défis et actions en matière de droits de l'homme dans la Vakaga. Cette identification leur a permis de rédiger et valider un plaidoyer qui vise à mieux protéger les droits de l'homme dans la région.

Ainsi, face aux défis de la violence, de l'insécurité et des violations des droits fondamentaux, les leaders communautaires se sont engagés à sensibiliser leurs communautés sur leurs droits et responsabilités. « Le respect des droits contribue au renforcement de la cohésion et du vivre ensemble. Nous allons donc travailler à surveiller et rapporter toute violation des droits de l'homme dans nos localités respectives », a fait savoir Awali Assana, chef de quartier. Et Tadjah Mahamat, de l'association « Siriri » d'ajouter que : « Les droits surtout à l'éducation doivent être respectés. Nous allons sensibiliser nos époux sur l'éducation surtout des filles ».

Cette table ronde a été précédée d'un match de football organisé la veille sur le terrain municipal Am-Ngabo. Le match a connu la participation de 500 spectateurs, incluant MINUSCA, autorités administratives et

militaires, acteurs humanitaires, membres du Forum local des droits de l'homme, leaders communautaires, élèves et toutes les couches sociales de la population.

Au cours de ce match, le chef du bureau de la MINUSCA, Jean Emile Vincent Nkiranuye, a rappelé la genèse de la DUDH. Il a exhorté toutes les couches sociales à œuvrer ensemble pour une meilleure protection des droits de l'homme dans la préfecture de la Vakaga. Le Secrétaire général de la préfecture de la Vakaga, David Robert Margoe, a souligné quant à lui, l'importance de cette journée qui permet de rappeler le bien fondé du respect des droits de l'homme en termes de promotion de la paix et de la cohésion sociale. ■

Par Mamouda Tankaono



INVESTIR DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN RCA

Après plusieurs jours de mobilisation en soutien à la promotion et à l'égalité des genres ainsi qu'à la lutte contre les violences basées sur le genre, la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre à l'égard des femmes et des filles, édition 2023, a été officiellement bouclée en République centrafricaine, le 12 décembre 2023. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du couple présidentiel Faustin et Brigitte Touadera, de la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, et des partenaires du pays.

Lancée le 28 novembre 2023 à Bangui, par la Première Dame Brigitte Touadera, couplée avec la Campagne « Nous sommes égaux » des Premières Dames d'Afrique, plusieurs manifestations ont été organisées pour dire non aux violences basées sur le genre et oui à l'égalité des sexes en République centrafricaine.

Parmi les activités il faut noter l'organisation, le 11 décembre 2023, à Bangui, d'une Journée porte ouverte, par l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants, (UMIRR) avec l'appui de la MINUSCA, ayant pour objectif d'accroître la visibilité de l'UMIRR, de présenter ses activités, défis et perspectives.

Parlant des réalisations de cette Unité, Charlotte ISSA, Directrice adjointe de l'UMIRR, a indiqué que « dans sa mission d'enquêtes et d'investigation, UMIRR a enregistré plus de 15.000 plaintes, dont 60% de cas de violences basées sur le genre, 40% de violences sexuelles, y compris les cas de violences sexuelles liés aux conflits. Plus de 3.500 procès-verbaux ont été communiqués aux parquets de Bangui, Bimbo, Kaga-Bandoro, Bossangoa ... 39 dossiers de viols ont été jugés en audience au cours des années 2021, 2022 et 2023. Dans le cadre de la prise en charge psychologique et médicale des victimes, le service médical et psychosocial a enregistré et écouté plus de 8.934 victimes ou des survivant(e)s ».

Madame Touadera s'adressant à des centaines de personnes, s'est indignée du fait que les femmes et les enfants continuent d'être des victimes de multiple cas de violences en RCA.

« Nous savons que malgré la supériorité

numérique des femmes et des enfants, ceux-ci continuent de faire l'objet de marginalisation et de discrimination liées à la fois pour les femmes à leurs sexes et pour les enfants à leur âge, les rendant plus vulnérables aux violences de tout genre. Cette pratique néfaste dans notre pays que certains de nos compatriotes continuent d'exercer à l'endroit des femmes et des filles les privent de leur dignité, portent atteinte à leurs droits fondamentaux et les empêchent de s'épanouir », a-t-elle indiqué.

La Première Dame a appelé par la suite les partenaires à appuyer le Gouvernement centrafricain « à lutter contre les violences basées sur le genre, à promouvoir les droits des femmes, leur autonomisation socio-économique et à œuvrer pour leur pleine participation dans le processus de reconstruction du pays en intégrant le volet genre dans tous leurs programmes, plans, et projets de développement ».

La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU a affirmé de son côté que : « Nous encourageons et continuerons de soutenir les efforts du Gouvernement et dans une approche holistique de justice transitionnelle dans la lutte contre l'impunité et la promotion du droit des victimes à la justice et à la réparation ».

Le couple présidentiel a reçu des trophées pour son engagement dans la lutte contre les violences basées sur le genre et pour la promotion du genre en République centrafricaine.

La République centrafricaine a choisi en 2023 le thème « Investissons dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles pour réduire les inégalités et contribuer à l'atteinte des Objectifs du développement durable ».

Par Grace Ngbaleo



JIDH

LA SOCIÉTÉ CIVILE S'IMPLIQUE POUR LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

Le Forum de la société civile des droits de l'homme de Bangui, Bimbo et Begoua a organisé, avec l'appui de la Division des droits de l'homme de la MINUSCA, une table-ronde sur l'intégration des droits de l'homme dans les politiques nationales, au stade 20000 places de Bangui, le 7 décembre 2023.

Une quarantaine de représentants des Organisations de la société civile, dont 14 femmes, ont pris part à ladite table-ronde, articulée autour de deux thématiques, à savoir : l'analyse des engagements pris par l'Etat en faveur des droits de l'homme dans la Politique nationale des droits de l'homme et l'identification des actions pour lesquelles les acteurs communautaires entendent favoriser la mise en œuvre de cette politique.

Pour le vice-coordonnateur du Forum de la société civile des droits de l'homme, Pacôme Ngombe, l'État centrafricain a fait beaucoup d'efforts pour mettre en place une politique nationale de promotion et protection des Droits de l'homme en ratifiant les instruments juridiques internationaux, et en mettant en place des organes de promotion et des droits de l'homme en RCA. Néanmoins, pour lui, beaucoup reste à faire. « Il faut mettre en place des organes et mettre des moyens financiers et humains à la disposition de ces organes pour mener à bien leur mission pour la défense, la promotion et la protection des droits de l'Homme. Je vois qu'il y a beaucoup de choses à faire », a-t-il affirmé.

Des débats enrichissants ont été menés en lien avec les deux thématiques, lesquels débats ont permis d'identifier les actions à mener et des recommandations ont été formulées par les participants à l'endroit du Gouvernement, des partenaires et des organisations de la société civile.



A l'occasion de la célébration du 75e anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'homme et de la Journée internationale des Droits de l'homme, la Division des Droits de l'homme de la MINUSCA a organisé le 8 décembre 2023, une conférence débats à l'intention de 128 participants dont des chercheurs, enseignants et étudiants de l'Université de Bangui.

Les débats ont porté d'une part sur, « l'historique, le contenu et la portée de la DUDH sur le plan international » et d'autre part sur, « la place de la DUDH dans le Droit national centrafricain ».

Sylvestre Pakabomba de la Division des Droits de l'homme a indiqué que « les débats ont permis de comprendre l'écart qu'il y a entre ce qui est déclaré et l'état des droits de l'Homme en République centrafricaine, mais il y a l'espoir que les choses puissent s'améliorer à travers le travail

que nous continuons de faire, de mobiliser et de sensibiliser chacun pour les droits de l'homme. Nous avons recueilli les recommandations et les questions qui nous permettent d'ajuster aussi nos actions en faveur des droits de l'homme à la République centrafricaine ».

Une initiative appréciée par les participants à l'image de Karl Feto-Dolegba étudiant en droit public à l'université de Bangui. « La conférence d'aujourd'hui nous a éclairé, nous a donné la latitude d'appréhender la Déclaration universelle des droits de l'homme sous l'angle clair et adaptée à la situation de notre pays. Et c'est aussi une très bonne initiative qui était donnée par la Mission multidimensionnelle des Nations Unies en Centrafrique pour nous les étudiants et pour les chercheurs de l'université », a souligné l'étudiant. ■



30 FACA ET FSI SENSIBILISÉS SUR LA PROTECTION DES VICTIMES DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Le Bureau de la MINUSCA à Birao a organisé le 18 décembre 2023, un atelier de renforcement de capacités au profit de 30 éléments des Forces de sécurité intérieure (FSI) et Forces armées centrafricaines (FACA) sur leurs rôles et responsabilités dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et la protection des victimes. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la campagne de lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles.



Le chef du Bureau de la MINUSCA à Birao, Jean Emile Vincent Nkiranuye, a rappelé aux FSI et FACA leur principale mission qui est de protéger les civils et non de les violenter. Il a exhorté les militaires, les policiers et les gendarmes à faire preuve de professionnalisme dans l'exercice de leur métier. « Ne soyez pas auteurs des actes de violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Soyez les premiers à les protéger et à les secourir en cas de besoins », a-t-il ajouté.

Pour Jean Emile Nkiranuye, en organisant cette activité, la MINUSCA met en œuvre son mandat de protection des civils, et particulièrement la protection des droits de l'Homme.

Le Secrétaire général de la préfecture de la

Vakaga, David Robert Margoe, a pour sa part remercié la Mission pour la tenue de cette activité qui vise à protéger les victimes des violences basées sur le genre, et mieux, à prévenir les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Car a-t-il conclu, « vaut mieux prévenir que guérir ».

Franck Kongomboyé gendarme, a, à l'issue de la formation a souligné avoir bien pris note du rôle et des responsabilités qui lui incombent en tant qu'homme de tenue.

Pour sa part, Prisca Ouiaya, policière, a indiqué avoir compris que les cas de VBG sont récurrents dans leur corps professionnel. Il s'agit surtout du « harcèlement qu'il faut dénoncer », a-t-elle souligné.

Par Mamouda Tankoano

LE PREMIER MINISTRE FÉLIX MOLOUA SALUE LA CONTRIBUTION DE LA MINUSCA DANS LA STABILISATION DE LA RCA

Le Premier ministre centrafricain Félix Moloua a ouvert le 08 décembre 2023, les travaux du séminaire sur la Résolution 2709, portant mandat de la MINUSCA, du 15 novembre 2025. C'était en présence de la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, des ambassadeurs, des organisations internationales et des membres du gouvernement. A cette occasion, le Chef du gouvernement a salué les efforts accomplis dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA en République centrafricaine.

L'objectif de ce séminaire était de faire le point de tout ce qui a été accompli dans le cadre du précédent mandat de la MINUSCA, mais aussi d'informer tous les partenaires de mise en œuvre du contenu du nouveau mandat de la Mission, dont la tâche prioritaire reste et demeure la protection des civils.

Le Premier ministre a reconnu que depuis le déploiement de la MINUSCA en République centrafricaine, « la Mission a fortement contribué aux côtés du gouvernement à la stabilisation et au relèvement du pays... ».

Cette contribution concerne le soutien à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des Forces de défense et de sécurité, les bons offices et appui au processus de paix y compris à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, l'acheminement immédiat complet en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire.

Sur la nouvelle résolution 2709 du Conseil de Sécurité, Félix Moloua a indiqué que « les priorités définies dans le nouveau mandat de la MINUSCA, cadrent avec les objectifs poursuivis par le Gouvernement et les attentes de la MINUSCA ».

La Représentante spéciale du Secrétaire Général de l'ONU, Valentine Rugwabiza, a, de son côté, salué l'appropriation nationale du mandat de la MINUSCA et a assuré « de

l'engagement continu de la Mission à travailler dans la mise en œuvre optimale de son mandat en soutien à la population, aux institutions et au Gouvernement centrafricain, en collaboration avec tous les acteurs et parties engagés dans la résolution de la paix en Centrafrique ».

La Cheffe de la MINUSCA a aussi rassuré que « le système de Nations Unies renouvelle aujourd'hui, plus que jamais, son engagement, sa détermination à poursuivre et approfondir la coopération et la conjugaison des efforts avec tous les partenaires vers des progrès tangibles, à travers l'exécution concertée de la résolution 2709 (2023) du Conseil de Sécurité.

En dépit des efforts fournis dans la réalisation du précédent mandat, des défis ont été soulignés, à l'exemple de la mobilité et des engins explosifs. Le Gouvernement et la MINUSCA se sont engagés à relever ces défis en vue d'une meilleure mise en œuvre du mandat actuel de la MINUSCA.

Par Grace Ngbaleo



LES HABITANTS DU VILLAGE AÏGBANDO ENTRETIENNENT L'ESPOIR D'UNE VIE MEILLEURE

Une mission conjointe autorités administratives-MINUSCA a visité du 7 au 9 décembre 2023, les villages Gbaidou (62 km de Bria) et Aïgbando (65 km de Bria) pour écouter les populations, les assurer d'une meilleure protection et toucher du doigt leurs problèmes en vue d'y apporter les solutions appropriées.



Il a fallu au moins neuf heures de route (aller-retour) pour couvrir les 130 km du tronçon Bria-Aïgbando-Bria, en raison du mauvais état de la route, l'une des difficultés que connaissent Gbaidou, Aïgbando et environs, principaux villages de la commune de Samba-Boungou dans la sous-préfecture de Bria. Ces villages ont environ 10,000 habitants.

Les échanges avec une centaine de leaders traditionnels, religieux, de femmes et de jeunes, et une réunion publique avec plus de 1000 personnes, ont porté sur le Mandat de la MINUSCA. A cette occasion, les autorités locales ont insisté sur la paix et la réconciliation à travers des engagements individuels et communautaires. Elles ont aussi appelé à la coexistence pacifique entre tous les groupes ethniques.

Aïgbando, malgré son fort potentiel (mines, agriculture, élevage et pêche...), souffre d'un manque d'infrastructures et de l'absence de l'autorité de l'État. Sur le plan éducatif en particulier, selon l'Inspecteur académique de la Haute-Kotto, Fidèle Balendji, « il y a cinq écoles sur l'axe Bria-Aïgbando dont quatre en paille, soumises au gré des intempéries, avec des morceaux de bois comme tables et bancs.

L'unique école construite en matériaux durables mais dont portes et fenêtres avaient été emportées par des éléments des groupes armés, accueille 908 élèves qui suivent les enseignements dans la poussière, assis sur des morceaux de pierres. Tous les instituteurs sont des maîtres-parents.

Pour contribuer à une éducation de qualité, la MINUSCA a offert aux autorités, des centaines

de matériels scolaires dont des livres, cahiers, stylos, ardoises et de la craie, pour les élèves et leurs enseignants.

Dans ces localités, il n'y a ni hôpital ni dispensaire et donc pas de médecin. Seul un poste de santé plus ou moins opérationnel existe à Baidou et a à peine une capacité de cinq lits.

A tous ces problèmes, s'ajoute celui de l'insécurité. Pendant une dizaine d'années, la zone a été sous contrôle des groupes armés. Les habitants avaient fui le village pour se réfugier soit à Bria ou dans la forêt. Les affrontements mortels des 21-22 novembre 2020 à Gbaidou et Aïgbando entre deux groupes armés ont aggravé la situation, tout comme les événements, également mortels, des 19 juin, 14 juillet, 25 novembre 2021 et ceux des 16-17 janvier 2022 opposant les autres forces de sécurité et les groupes armés. Depuis décembre 2022, le village et ses environs étaient sous le contrôle des autres forces de sécurité.

Depuis leur départ, une délégation MINUSCA-autorités-locales-société civile s'y était rendue en mars 2023. La Force de la MINUSCA y assure des patrouilles pour protéger les populations et leur permettre de renouer avec leurs activités, mais les groupes armés reviennent chaque fois après le passage des Casques bleus. Selon le maire, Idris Yaya Doungous, trois jours avant la visite de la mission conjointe, des éléments armés sillonnaient le village pour racketter les populations. D'où son appel à l'établissement d'une présence permanente de la MINUSCA et des Forces de défense et de sécurité à Aïgbando.

Cette visite conjointe était la première d'une série initiée par le chef du Bureau de la Région, Bara Dieng, et que la MINUSCA compte organiser dans les petites villes et villages reculés de la Haute-Kotto.

Par Didier Parfait Bapidi



BOUAR

RENCONTRE ENTRE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES ET LE LEADERSHIP DE LA MINUSCA

Dans le cadre de sa mission d'inspection et de sensibilisation sur les procédures réglementaires de sanction au sein de l'armée nationale, le général Bruno Léopold Izamo, Inspecteur Général des Forces Armées centrafricaines, a tenu le 7 décembre 2023, une rencontre avec le leadership de la MINUSCA à Bouar. Anatol Clément Bannem, chef de bureau par intérim, a conduit la délégation de la MINUSCA, en présence des responsables de la Force et de la Police de la MINUSCA.



Les discussions ont principalement porté sur l'état de la collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité centrafricaines et la MINUSCA, mettant en lumière les défis rencontrés dans le contexte de la protection des civils. Le général Bruno Léopold Izamo a exprimé sa gratitude envers la MINUSCA pour le soutien apporté aux Forces de Défense et de Sécurité centrafricaines. Il s'est engagé à faire remonter les observations relevées sur le terrain afin qu'elles soient prises en considération par les plus hautes autorités du pays.

Soutenue par la MINUSCA, cette mission d'inspection et de sensibilisation sur les procédures réglementaires de sanction au sein de l'armée nationale s'inscrit dans le cadre de l'appui à la Réforme du secteur de la sécurité. L'objectif est de soutenir les initiatives des autorités nationales visant à renforcer la discipline au sein des Forces armées et à relever les défis liés à la protection des civils.

Par Dramane Darave

S'OUTILLER POUR UNE MEILLEURE SÉCURISATION, PROTECTION ET GESTION DES FRONTIÈRES

Le ministère de l'Administration du territoire, de la décentralisation et du développement local, avec l'appui de la MINUSCA, a organisé du 11 au 15 décembre 2023, un atelier de renforcement de capacité à l'intention de 25 fonctionnaires et agents de l'Etat, du Secrétariat général de la Commission nationale chargée de la gestion des frontières. Une initiative permettant aux participants de bien mener leur mission régalienne.



La Commission nationale chargée de la gestion des frontières a vu le jour le 4 novembre 2022. la plupart de ses agents, venus de différents ministères ne disposent pas de compétences nécessaires en gestion des frontières. Il était donc nécessaire de leur donner les notions de base en matière de sécurisation, de protection et de gestion des frontières afin d'être à la hauteur de leurs homologues des pays voisins.

S'adressant aux participants, le Chargé de mission au département de l'Administration du territoire, Lavodrama Ghyslain, a indiqué que « la pertinence des thématiques choisies, telles que le concept des frontières, la coopération transfrontalière, la négociation internationale, la transhumance transfrontalière et bien d'autres, est en parfaite adéquation avec les

lourdes responsabilités qui vous incombent ».

Edith Yolande Ouoko Delombaut, cadre au ministère de l'Administration du territoire de la décentralisation et du développement local, participe pour la première fois à ce genre de formation qu'elle qualifie d'« opportunité » . « Je me pose souvent la question de savoir comment sont démarquées nos frontières. Est-ce que la limitation est bien faite ? Grâce à cette formation on a compris les difficultés que notre pays rencontre pour gérer ses frontières », dit-elle.

Tous les participants se sont engagés à « s'approprier des connaissances acquises durant les travaux et d'en faire bon usage ».

Par Grace Ngbaleo

La Journée de la santé mentale a été célébrée à la MINUSCA, le 8 décembre 2023. La cérémonie marquant cette Journée a été rehaussée par la présence du Représentant spécial adjoint du secrétaire général, Mohamed Ag Ayoya et a été placée sous le thème « Pas de discrimination, la santé mentale pour tous. C'était donc l'occasion de faire la promotion de la santé mentale mais aussi de faire connaître aux staffs de la MINUSCA les services de santé mentale dont ils peuvent bénéficier.

Kadidiatou Gouro Soumana a encouragé le personnel de la MINUSCA à se tourner vers son équipe, dès que des signes de stress commencent à se manifester afin que leurs services leur viennent en aide rapidement « Le message que nous voulons transmettre, c'est que la santé mentale est un point très important pour tout individu. En fait, nous voulons faire la promotion de la santé mentale pour que les staffs de la MINUSCA continuent de prendre conscience de leur santé mentale et qu'ils puissent prendre soin d'eux-mêmes, qu'ils puissent savoir gérer le stress, qu'ils puissent savoir être résilient et qu'ils puissent demander de l'aide en cas de besoin pour pouvoir bien gérer leur santé mentale », a-t-elle indiqué.

A cette occasion, le travail des pairs aidants, qui travaillent pour prodiguer des conseils et écoute empathique aux membres du personnel civil et militaire de la MINUSCA, a été salué.



#MINUSCA



Toute l'**actualité** de la **MINUSCA** sur



www.minusca.unmissions.org



UN_VAR



UNMINUSCA



MINUSCA info

UNMINUSCA



MINUSCA



UN_MINUSCA

